

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 252

[2004/200105]

13 NOVEMBRE 2003. — Décret portant assentiment à l'Accord de coopération du 24 juillet 2003, relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française.

Cet Accord de coopération est annexé au présent décret.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} novembre 2003.

Namur, le 13 novembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

—
Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 563 (2003-2004), n^{os} 1 et 2.

Compte rendu intégral, séance publique du 5 novembre 2003.

Discussion - Vote.

Accord de coopération relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu la délibération du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2003;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 2003;

Considérant qu'il appartient aux autorités publiques de définir une stratégie globale de formation tout au long de la vie, fondée sur des principes équilibrés de promotion citoyenne et d'employabilité;

Considérant que l'objectif ultime de cette stratégie est de garantir l'inclusion de tous dans la société de la connaissance, l'accès à ou le maintien dans l'emploi et, partant, le bien-être économique et social de la personne;

Considérant que la participation à la société de la connaissance implique que les compétences acquises par la personne puissent être valorisées auprès de l'ensemble de la société;

Considérant que les systèmes actuels de certification des acquis, créant des effets de droit, ressortissent aux missions de l'Enseignement et que le pouvoir de certification est une compétence de la Communauté française dont l'exclusivité ne peut en aucun cas être contestée;

Considérant toutefois que certaines personnes ne possèdent pas de certificats scolaires, ce qui représente un facteur d'exclusion du marché de l'emploi voire d'exclusion sociale, alors même qu'elles peuvent se prévaloir de compétences acquises par l'expérience de travail, par la formation professionnelle ou par l'expérience de vie;

Considérant qu'il appartient, dès lors, aux Pouvoirs publics, qui ont la responsabilité de contribuer à la mise en place d'une société juste et équitable, de veiller à leur donner la possibilité d'en être valorisées;

Considérant que les travailleurs doivent se voir offrir des perspectives de carrière ou pouvoir se mouvoir dans la sphère professionnelle sur base d'une reconnaissance, partagée par tous, de la valeur acquise au travers du parcours professionnel;

Considérant que l'Etat fédéral, conformément à la loi-programme du 30 décembre 2001 (*Moniteur belge* - 5 janvier 2002), a instauré un droit du travailleur au bilan de compétences et qu'il convient ainsi de créer, au sein des Régions et Communautés, les instruments permettant l'exercice de ce droit;

Considérant que, dans la perspective de ce nouveau droit du travailleur au bilan de compétences, la mise en place d'un processus de validation est complémentaire aux services de bilan de compétences offerts par les Services publics de l'Emploi et consistant, dans l'optique de gestion des compétences sur le marché de l'emploi, à faire le point sur les compétences du travailleur, à les confronter au projet professionnel de ce dernier, à son projet de recherche d'emploi ou à son projet de formation;

Considérant la nécessité d'organiser, en liaison avec les Services publics de l'Emploi et les partenaires sociaux, la coordination de référentiels de validation avec les référentiels métiers et de qualifications, dans une optique européenne, fédérale, communautaire et régionale, tenant compte, notamment, des travaux de la Commission communautaire des professions et des qualifications ainsi que du Répertoire opérationnel des Métiers et des Emplois, créé par le Service public de l'Emploi français;

Considérant dès lors qu'il est devenu fondamental qu'un accord de coopération entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française soit conclu afin d'instituer un cadre légal pour la mise en place d'un processus de validation des compétences acquises en-dehors des systèmes scolaires, processus transparent, rigoureux et de qualité, fondé sur une méthode commune et pouvant conduire à la certification scolaire, d'une part, créant en soi des effets de notoriété et des effets négociés, d'autre part;

Considérant enfin que la production d'effets de notoriété et, a fortiori, d'effets négociés suppose l'adhésion des interlocuteurs sociaux à un tel processus;

La Communauté française, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Hervé Hasquin, et en la personne de sa Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique, Mme Françoise Dupuis;

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement en la personne de son Ministre-Président, M. Jean-Claude Van Cauwenbergh, et en la personne de son Ministre de l'Emploi et de la Formation, M. Philippe Courard;

La Commission communautaire française, représentée par son Collège en la personne de son Président, chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, des Transports scolaires, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne et des Relations internationales, M. Eric Tomas, et en la personne de son Ministre de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes et de la Politique des Personnes handicapées, M. Willem Draps;

Ci-après dénommées les "parties contractantes",

Ont convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet, champ d'application et bénéficiaires*

Article 1^{er}. Au sens du présent accord de coopération, on entend par :

1^o Compétence professionnelle : l'aptitude, mesurable, à mettre en œuvre les savoirs nécessaires à l'accomplissement d'une tâche dans une situation de travail : savoir, savoir-faire, savoir-faire comportemental strictement nécessaire à l'accomplissement de la tâche.

2^o Validation de compétences professionnelles : le processus organisé par les signataires de l'accord et visant à vérifier la maîtrise effective par un individu de compétences décrites dans un référentiel qui en précise également le mode d'évaluation. Ce processus aboutit à la délivrance d'un titre légal qui ne développe pas les effets de droit liés à la certification de la Communauté française.

3^o Certification : le processus organisé par la Communauté française et menant à la délivrance du certificat. Cette délivrance correspond à la reconnaissance par le Ministère de l'Éducation, de la maîtrise par un individu de compétences décrites dans un programme d'enseignement. Cette reconnaissance, réservée à l'enseignement, produit les effets de droit de la Communauté française : ouvrir un accès à une profession réglementée ou à un emploi subsidié, autoriser une équivalence avec d'autres diplômes ou intervenir dans la fixation d'un niveau barémique de la Fonction publique.

4^o Référentiel : le descriptif donnant une représentation claire des activités liées à un emploi, des compétences requises pour exercer ces activités, des objectifs et de l'agencement d'un produit de formation. Il s'agit à la fois d'un support méthodologique et d'un outil de dialogue et de concertation.

5^o Organisme de contrôle accrédité en matière de certification d'assurance de la qualité : organisme accrédité par le système BELCERT pour procéder au contrôle et à la certification des produits, des systèmes de qualité ou des personnes, en vertu de l'arrêté royal du 6 septembre 1993 portant création d'un système d'accréditation (BELCERT) des organismes de certification et fixant les procédures d'accréditation conformément aux critères des normes de la série NBN-EN-45000 et pris en application de la loi-cadre du 20 juillet 1997;

6^o Entité : chacune des entités visées à l'article 15bis de l'Accord de coopération du 20 février 1995 relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises, tel que modifié par avenant du 4 juin 2003, conclu par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne;

7^o Institut : l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises.

Art. 2. Le processus de validation des compétences est accessible aux catégories de personnes suivantes, pour autant qu'elles ne soient plus soumises à l'obligation scolaire :

1^o les demandeurs d'emploi;

2^o les personnes liées par un contrat de travail au sens de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

3^o les agents des services publics;

4^o les travailleurs relevant de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs;

5^o les personnes inscrites à titre principal ou à titre accessoire en tant qu'indépendants;

6^o les conjoints aidants.

Art. 3. Le processus de validation des compétences a pour objet de vérifier si le demandeur, parmi ceux visés à l'article 2, maîtrise la compétence requise pour obtenir un Titre de compétence.

Le titre de compétence est reconnu par les parties contractantes, dans le cadre d'un processus normalisé de vérification des compétences acquises en apprentissage formel, informel ou non formel.

On entend par :

1° apprentissage formel : l'apprentissage en vue d'obtenir une certification scolaire qui relève de la compétence de l'Enseignement de la Communauté française, donnant seul accès aux titres scolaires et qui produit, pour le porteur, des effets de droit inhérents à ces titres;

2° apprentissage non formel : l'apprentissage lié à une expérience professionnelle ou réalisé en centres de formation et ne donnant pas lieu à une certification scolaire;

3° apprentissage informel : l'apprentissage résultant de toute expérience de vie.

CHAPITRE II. — *Le Consortium de validation des compétences*

Art. 4. § 1^{er}. Il est institué, par les parties contractantes, un Consortium chargé d'organiser le processus de validation des compétences, ci-après dénommé le "Consortium".

Il est composé des institutions publiques suivantes :

1° l'Enseignement de Promotion sociale, en la personne du Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions;

2° l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, ci-après dénommé le FOREm, en son entité "Opérateur public de formation";

3° l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, ci-après dénommé "Bruxelles-Formation";

4° la Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes Entreprises, représentée par les Entités et par l'Institut.

§ 2. Le Consortium a la personnalité juridique. Son siège social est fixé à Bruxelles.

Le Consortium dispose, pour assurer son bon fonctionnement, du personnel nécessaire, lequel est désigné par chacune des institutions publiques dont il relève, conformément aux dispositions qui règlent leurs statuts.

Art. 5. Les missions du Consortium sont :

1° organiser l'agrément des centres de validation, notamment l'instruction des demandes d'agrément et la planification des audits d'agrément;

2° coordonner l'offre de validation des compétences et favoriser son développement, notamment sur base de la note d'orientation stratégique du processus de validation, visée à l'article 11, alinéa 2, 2°;

3° assurer le suivi des demandes de validation;

4° établir la méthodologie d'évaluation des compétences, commune aux centres de validation;

5° élaborer les référentiels de validation visés à l'article 19;

6° organiser la coordination des référentiels de validation avec les référentiels métier et de qualification, en liaison avec le FOREm, en son entité "Régisseur-ensemblier", l'Office bruxellois de l'emploi, ci-après dénommé ORBEM, les organisations représentatives des travailleurs ainsi que les organisations représentatives des employeurs, dans une optique européenne, fédérale, communautaire et régionale;

7° prendre les dispositions nécessaires pour assurer la confidentialité des informations recueillies au cours des activités de validation à tous les niveaux de l'organisation du processus;

8° favoriser la reconnaissance, au point de vue légal, réglementaire ou normé, des titres de compétence au sein des autres systèmes de validation belges et européens;

9° assumer la mission générale d'organisation et de gestion de l'ensemble du processus de validation;

10° établir un rapport d'activités annuel et le soumettre à des fins d'évaluation à la Commission consultative visée à l'article 11.

Chacune des parties contractantes peut, sur avis conforme des autres parties, préciser les modalités d'exécution des missions visées à l'alinéa précédent.

Art. 6. Le Consortium est constitué de deux organes permanents, un comité directeur et une cellule exécutive, ainsi que d'organes ad hoc que sont les commissions de référentiels.

Art. 7. § 1^{er}. Le comité directeur est composé de :

1° deux représentants de l'Enseignement de Promotion sociale;

2° deux représentants du FOREm, en son entité "Opérateur public de formation";

3° deux représentants de "Bruxelles-Formation";

4° un représentant de chaque entité.

Les membres visés à l'alinéa précédent ont voix délibérative. Ces membres ainsi que leur suppléant sont nommés conjointement par les parties contractantes, sur proposition des institutions publiques concernées. Chacune de celles-ci peut, d'initiative, proposer aux parties contractantes le remplacement d'un membre qu'elle a initialement présenté. Celui-ci en est dûment informé. Dans l'attente de la décision des parties contractantes, le suppléant de ce membre siège de plein droit au comité directeur.

En outre, participent, à titre consultatif, au comité directeur, un représentant de l'Institut, un représentant de l'ORBEM et un représentant du FOREm, en son entité "Régisseur-ensemblier". L'absence de désignation de ces derniers ou leur absence aux réunions du comité directeur demeurent sans incidence sur la régularité du fonctionnement de celui-ci et des décisions qu'il prend.

§ 2. Dans le mois de son installation, le comité directeur désigne en son sein un Président et deux Vice-Présidents et soumet cette désignation à l'approbation conjointe des parties contractantes. A défaut, le Président et les Vice-Présidents sont désignés par les parties contractantes.

§ 3. Le comité directeur est responsable de l'organisation et de la gestion du processus de validation tel qu'instauré par le présent accord. Ses fonctions couvrent, notamment :

1° le suivi des missions définies à l'article 5 et les décisions opérationnelles qui en découlent;

2° la surveillance de la mise en œuvre du processus de validation;

3° l'élaboration de plans d'action annuels, en ce compris les aspects budgétaire et financier;

4° l'exécution des décisions prises par les parties contractantes;

5° la constitution, après avis de la Commission consultative visée à l'article 11, de commissions de référentiels visées à l'article 9.

Le comité directeur établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation conjointe, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aux parties contractantes. Celui-ci doit notamment prévoir :

1° les règles concernant la convocation du comité directeur;

- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
- 3° les règles relatives aux prérogatives du Président et des Vice-Présidents;
- 4° les règles relatives à la présidence du comité directeur en cas d'absence ou d'empêchement du Président ou des Vice-Présidents;
- 5° les règles de quorum pour que le comité directeur délibère valablement ainsi que les modalités de vote;
- 6° la périodicité des réunions du comité directeur;
- 7° la forme des plans d'action annuels;
- 8° les règles en fonction desquelles le comité directeur peut déléguer certaines tâches spécifiques à la cellule exécutive;
- 9° les modalités de fonctionnement des commissions de référentiels, notamment la forme et les délais dans lesquels les référentiels de validation sont remis par celles-ci au comité directeur.

Art. 8. La cellule exécutive est composée du personnel visé à l'article 4, § 2, alinéa 2, placé sous l'autorité fonctionnelle d'un dirigeant de niveau universitaire, désigné par le comité directeur. Outre le dirigeant, huit personnes au moins composent la cellule exécutive, dont quatre au moins de niveau universitaire.

La cellule exécutive est responsable devant le comité directeur des actes de gestion journalière du Consortium. Elle est chargée du secrétariat du comité directeur, des commissions de référentiels et de la Commission consultative.

Art. 9. Constituées par le comité directeur conformément à l'article 7, § 3, alinéa 1^{er}, 5°, les commissions de référentiels élaborent les référentiels de validation des compétences.

Les commissions de référentiels sont composées de représentants des institutions publiques visées à l'article 4, § 1^{er}, de représentants des organisations représentatives des travailleurs, de représentants des organisations représentatives des employeurs et, le cas échéant, d'experts.

Les référentiels de validation font l'objet d'un accord unanime des membres de la commission de référentiels concernée avant d'être transmis par le comité directeur aux parties contractantes, qui les approuvent conjointement.

Art. 10. Chacune des parties contractantes désigne un commissaire afin qu'il exerce ses missions d'information et de contrôle de la légalité et de l'intérêt général au sein du Consortium.

CHAPITRE III. — La Commission consultative et d'agrément des centres de validation

Art. 11. Il est créé une Commission consultative et d'agrément des centres de validation, ci-après dénommée la "Commission consultative".

La Commission consultative est chargée :

- 1° d'émettre, d'initiative ou à la demande d'une des parties contractantes, des avis ou des recommandations concernant le processus de validation des compétences;
- 2° de transmettre annuellement, pour le quinze octobre au plus tard, aux parties contractantes qui l'approuvent, une note d'orientation stratégique du processus de validation, notamment en termes d'objectifs généraux et opérationnels, de référentiels de validation à élaborer, de planification et d'harmonisation de l'offre de validation, d'indicateurs de résultats et d'impact, de publics bénéficiaires, de financement et de promotion auprès des bénéficiaires visés à l'article 2 et des employeurs;
- 3° de remettre aux parties contractantes, pour le trente avril au plus tard, une évaluation annuelle sur base du rapport d'activités et autres données fournis par le Consortium;
- 4° d'émettre, d'initiative ou à la demande d'une des parties contractantes, des avis ou des recommandations concernant les critères d'éligibilité et les conditions d'agrément des centres de validation, tels visés aux articles 13 et 14;
- 5° d'émettre un avis aux parties contractantes, tant sur la recevabilité que sur le fond, concernant les demandes d'octroi, de renouvellement, de suspension ou de retrait d'agrément des centres de validation, transmises par le comité directeur.

Art. 12. § 1^{er}. La Commission consultative est composée comme suit :

- 1° sept représentants des organisations représentatives des travailleurs;
- 2° sept représentants des organisations représentatives des employeurs;
- 3° un représentant du FOREm, en son entité "Régisseur-ensemblier";
- 4° un représentant de l'ORBEm;
- 5° cinq représentants des membres du comité directeur du Consortium;
- 6° un représentant de chaque Ministre exerçant la tutelle sur les institutions visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2;
- 7° un représentant de la Commission de recours visée à l'article 23;
- 8° un représentant de l'Observatoire wallon de l'Emploi;
- 9° un représentant de l'Observatoire bruxellois des Métiers et des Qualifications;
- 10° un représentant de la cellule exécutive du Consortium, qui assure le secrétariat.

Les membres, visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3°, ont voix délibérative. Le membre, visé à l'alinéa 1^{er}, 4°, a également voix délibérative, moyennant l'adoption par les parties contractantes d'un protocole d'accord avec la Région de Bruxelles-Capitale.

Deux tiers au maximum des membres, visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 2°, sont du même sexe.

Les membres, visés à l'alinéa 1^{er}, 5° à 10°, ont voix consultative.

Parmi les membres, visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, deux représentants au moins sont issus des organisations bruxelloises représentatives des travailleurs et deux représentants au moins des organisations bruxelloises représentatives des employeurs.

§ 2. Les parties contractantes nomment conjointement les membres effectifs et leur suppléant, à l'exception des membres visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 4° et 9°.

Les membres, visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, sont nommés sur des listes doubles de candidats présentées par leurs organisations.

La Commission consultative désigne, en son sein, un Président et un Vice-Président parmi les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

§ 3. La Commission consultative établit son règlement d'ordre intérieur et le soumet, pour approbation conjointe, au plus tard dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération, aux parties contractantes. Celui-ci doit notamment prévoir :

- 1° les règles concernant la convocation de la Commission consultative;
- 2° les règles relatives à l'inscription des points à l'ordre du jour;
- 3° les règles relatives à la nécessaire alternance des fonctions de Président et de Vice-président de la Commission consultative ainsi que les règles applicables en cas d'absence ou d'empêchement du Président ou du Vice-Président;

- 4° les règles de quorum pour que la Commission consultative délibère valablement ainsi que les modalités de vote;
- 5° la périodicité des réunions de la Commission consultative;
- 6° les modalités selon lesquelles sont rendus les avis ou recommandations visés à l'article 11, alinéa 2, 1° et 4°;
- 7° la forme de la note d'orientation stratégique et de l'évaluation annuelles visées à l'article 11, alinéa 2, 2° et 3°.

CHAPITRE IV. — *Les centres de validation des compétences*

Art. 13. Sont d'office éligibles, en tant que centres de validation des compétences, le FOREm et "Bruxelles-Formation".

Sont éligibles les établissements de l'Enseignement de Promotion sociale, moyennant l'accord préalable du Ministre ayant dans ses attributions l'Enseignement de Promotion sociale, ainsi que les centres de formation des entités, moyennant l'accord préalable desdites entités, chacune pour ce qui la concerne.

Est également éligible en tant que centre de validation des compétences, l'organisme qui remplit les critères suivants :

- 1° être lié, par convention de partenariat, avec une ou plusieurs institutions visées à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, conformément aux dispositions légales ou réglementaires qui leur sont applicables en cette matière;
- 2° disposer d'un objet social relatif principalement à la formation professionnelle des adultes;
- 3° opérer sous le contrôle d'un ou de plusieurs Pouvoirs publics, soit que ce contrôle prenne la forme d'un financement d'au moins cinquante pour cent, soit qu'il s'exerce sur la gestion ou par la voie de la désignation d'au moins la moitié des membres des organes dirigeants ou de surveillance;
- 4° faire la preuve, par tout moyen, du respect des dispositions légales ou réglementaires en matières comptable, fiscale et sociale.

Les parties contractantes peuvent conjointement déroger à un des critères susvisés sur avis motivé de la Commission consultative.

Art. 14. Les conditions d'octroi d'agrément en tant que centre de validation des compétences sont notamment les suivantes :

- 1° respecter les orientations stratégiques du processus de validation contenues dans la note visée à l'article 11, alinéa 2, 2°;
- 2° disposer d'un personnel qualifié suffisant, notamment en termes d'encadrement pédagogique;
- 3° disposer de ressources matérielles et de capacité d'organisation suffisantes;
- 4° faire l'objet, préalablement à l'agrément, d'un rapport d'audit favorable et s'engager à faire procéder à un audit annuel subséquent.

Chaque partie contractante peut, sur avis conforme des autres parties, préciser, après avis de la Commission consultative, les conditions susvisées.

Art. 15. § 1^{er}. La demande d'agrément doit être introduite auprès du comité directeur du Consortium, qui en accuse réception dans les dix jours calendrier.

Après avoir vérifié que les critères d'éligibilité sont tous remplis, le comité directeur invite le demandeur à se faire auditer, dans les trois mois à dater de l'accusé de réception, auprès d'un des organismes de contrôle qu'il lui renseigne.

L'organisme de contrôle choisi par le demandeur transmet, après en avoir informé dûment celui-ci, le rapport d'audit au comité directeur qui instruit le dossier et le communique à la Commission consultative. Celle-ci remet ensuite un avis aux parties contractantes qui prennent conjointement une décision concernant l'agrément du demandeur. Cette décision est notifiée au demandeur, dans les dix jours calendrier, par le comité directeur.

Si l'un des critères d'éligibilité n'était pas rencontré, le comité directeur en avertit le demandeur et communique le dossier à la Commission consultative. Celle-ci remet ensuite un avis aux parties contractantes qui se prononcent conjointement sur l'application de la dérogation prévue à l'article 13, alinéa 4. Cette décision est notifiée au demandeur, dans les dix jours calendrier, par le comité directeur.

En cas de décision favorable, le comité directeur invite le demandeur à se faire auditer auprès d'un des organismes de contrôle qu'il lui renseigne. La procédure de l'alinéa 3 est ensuite applicable.

§ 2. Le rapport d'audit annuel est transmis par l'organisme de contrôle, après qu'il a dûment informé le centre de validation des compétences concerné, au comité directeur, qui instruit le dossier et le transmet à la Commission consultative.

§ 3. La demande de renouvellement d'agrément doit être introduite auprès du comité directeur, qui en accuse réception dans les dix jours calendrier, instruit le dossier et le communique à la Commission consultative. Celle-ci remet ensuite un avis aux parties contractantes qui prennent conjointement une décision concernant le renouvellement de l'agrément. Cette décision est notifiée au demandeur, dans les dix jours calendrier, par le comité directeur.

Art. 16. L'agrément est conféré conjointement par les parties contractantes pour une durée maximale de deux ans, renouvelable.

L'agrément porte exclusivement sur un ensemble de compétences pour lesquelles le centre a été audité favorablement. Cet agrément peut être étendu à d'autres ensembles de compétences, moyennant satisfaction aux conditions d'agrément prévues pour ces compétences.

Art. 17. L'audit préalable à l'agrément est effectué par un organisme de contrôle accrédité en matière de certification d'assurance de la qualité.

L'organisme de contrôle choisi par le demandeur réalise, à la charge de celui-ci, l'audit préalable ainsi que les audits annuels subséquents sur base des conditions d'octroi d'agrément prévues à l'article 14.

L'organisme de contrôle réalise les audits dans le respect de ses règles de déontologie professionnelle et des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.

Le demandeur fournit à l'organisme de contrôle tous les documents, pièces et informations que celui-ci jugerait utiles dans le cadre de l'audit qu'il mène.

Le comité directeur propose, aux parties contractantes qui les approuvent, les conditions de sélection des organismes de contrôle ainsi que les procédures d'audit qui s'appliquent aux centres de validation des compétences.

Art. 18. L'agrément peut être suspendu ou retiré avant terme par les parties contractantes à la suite d'un avis défavorable rendu par la Commission consultative dans le cadre de la procédure visée à l'article 15, § 2.

Les parties contractantes prennent conjointement une décision de suspension ou de retrait d'agrément. Cette décision est notifiée au centre de validation de compétences, dans les dix jours calendrier, par le comité directeur.

CHAPITRE V. — *Les référentiels de validation*

Art. 19. Les référentiels de validation précisent les modes de contrôle qui peuvent être utilisés en tout ou en partie, à savoir, notamment, des épreuves ou un dossier apportant la preuve de la maîtrise de la ou des compétence(s). Ce dossier peut prendre en compte la certification scolaire et l'évaluation continuée dans le cadre d'un processus de formation.

Les référentiels de validation comportent, d'une part, les conditions générales requises pour les modes de contrôle visés au premier alinéa et, d'autre part, le référentiel spécifique à un ensemble de compétences donné.

Seules sont visées les compétences objectivables et observables qui relèvent du champ des compétences, telles que définies à l'article 1^{er}.

Seules les compétences pour lesquelles existent des référentiels de validation peuvent donner lieu à l'octroi de titres de compétence.

La méthodologie permettant de mesurer la maîtrise des compétences est élaborée par le comité directeur qui la soumet pour approbation conjointe aux parties contractantes.

CHAPITRE VI. — *Le titre de compétence*

Art. 20. § 1^{er}. Le demandeur, qui introduit une demande de validation de ses compétences en vue de l'obtention d'un titre de compétence, se soumet à un processus de validation dans un centre de validation des compétences agréé.

La demande de validation est adressée soit auprès d'un centre de validation des compétences que le demandeur choisit, soit auprès du comité directeur.

§ 2. A l'issue des épreuves de validation, un rapport est transmis au comité directeur, dans les trente jours calendrier, par le centre de validation des compétences.

Lorsque le rapport atteste de la maîtrise par le candidat des compétences soumises au processus de validation, le titre de compétence lui est remis par le comité directeur, au nom de la Communauté française, de la Commission communautaire française et de la Région wallonne, dans les trente jours calendrier à dater de la transmission du rapport.

Lorsque le rapport atteste que le candidat ne maîtrise pas les compétences soumises au processus de validation, le comité directeur en informe dûment l'intéressé, dans les trente jours calendrier à dater de la transmission du rapport par le centre de validation des compétences.

§ 3. Les parties contractantes fixent les mentions et les modalités de présentation du titre de compétence.

§ 4. Le titre de compétence donne droit à l'accès aux formations organisées au sein des établissements de l'Enseignement de Promotion sociale ainsi que des centres de formation des Entités, du FOREm et de "Bruxelles Formation", lorsque les compétences visées par le titre constituent une condition d'accès à ces formations, conformément aux règles en vigueur au sein de ces institutions.

Le titre de compétence donne lieu à la prise en compte automatique des compétences validées pour l'accès aux épreuves sanctionnées par les certificats scolaires délivrés par la Communauté française conformément aux dispositions du décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de Promotion sociale, et sous réserve des conditions de durée de validité prévues, dans le cadre du cursus scolaire, pour certaines compétences.

Art. 21. Le titre de compétence est la propriété exclusive du porteur.

Ni les centres de validation des compétences ni le personnel du Consortium ou un de ses organes ni la Commission de recours ou la Commission consultative ne peuvent divulguer à des tiers des renseignements à caractère personnel relatifs au candidat ou au porteur du titre de compétence ainsi qu'aux circonstances dans lesquelles ce titre a ou non été délivré.

Sous peine de voir leur agrément retiré ou suspendu, les centres de validation des compétences sont tenus, à l'égard de tout candidat ou porteur du titre de compétence, de respecter les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée et, le cas échéant, les règles de déontologies professionnelles qui lui sont applicables en ce qui concerne le traitement confidentiel des données à caractère personnel.

Art. 22. Le Consortium est soumis aux lois du service public pour toutes ses activités.

Le Consortium et les centres de validation des compétences rendent aux candidats et aux porteurs du titre de compétence un service universel et gratuit.

CHAPITRE VII. — *La Commission de recours*

Art. 23. Tout demandeur d'un titre de compétence ou tout demandeur contestant un refus, une suspension ou un retrait d'agrément peut introduire un recours motivé auprès du comité directeur qui en accuse réception dans les dix jours calendrier, informe les parties contractantes et transmet ce recours, sans délai, à la Commission de recours visée à l'article 24.

Le recours doit être introduit par le requérant dans le mois de la notification de la décision à laquelle il ne peut se rallier ou, à défaut de notification, dans les six mois à partir de l'introduction de la demande auprès du Consortium ou d'un centre de validation des compétences. A défaut de recours dans ces délais, la décision est définitive.

La Commission de recours rend son avis dans les trois mois de sa saisine. Par décision motivée, le Président de la Commission peut proroger le délai pour une période d'un mois, non renouvelable. L'avis est notifié aux parties contractantes qui se prononcent définitivement sur le recours. Cette décision est notifiée au requérant, dans les dix jours calendrier, par le comité directeur.

Art. 24. Il est créé une Commission de recours chargée de rendre des avis sur les recours visés à l'article 23. La Commission de recours est composée comme suit :

- 1° un représentant du Gouvernement de la Région wallonne;
- 2° un représentant du Gouvernement de la Communauté française;
- 3° un représentant du Collège de la Commission communautaire française;
- 4° le Président de la Commission consultative;
- 5° un représentant du comité directeur, qui en assure le secrétariat.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1° à 3° ont voix délibérative. Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 4° et 5° ont voix consultative.

La Commission de recours désigne son Président en son sein.

La Commission de recours peut entendre le requérant ou son représentant, assisté le cas échéant de son conseil. Elle peut exiger la communication des pièces, renseignements, documents et données complémentaires qu'elle juge utiles.

La Commission de recours élabore son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation conjointe aux parties contractantes.

CHAPITRE VIII. — *Le financement du Consortium de validation des compétences*

Art. 25. Les coûts de fonctionnement du Consortium, à l'exception de ceux relatifs au détachement du personnel, sont répartis, à concurrence de 30 % pour l'Enseignement de Promotion sociale, 30 % pour le FOREm, 20 % pour "Bruxelles-Formation", 16 % pour l'Entité à créer ou à désigner par la Région wallonne et 4 % pour l'Entité à créer ou à désigner par la Commission communautaire française.

Les institutions visées à l'alinéa précédent peuvent prendre en charge ces coûts par la mise à disposition de locaux et de matériels.

Namur, le 24 juillet 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
H. HASQUIN

La Ministre de l'Enseignement supérieur,
de l'Enseignement de Promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Pour le Gouvernement de la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Le Ministre-Président,
chargé de l'Enseignement et de la Reconversion et du Recyclage professionnels,
E. TOMAS

Le Ministre de la Formation professionnelle et permanente des Classes moyennes
et de la Politique des Personnes handicapées,
W. DRAPS

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 252

[2004/200105]

13 NOVEMBER 2003. — **Decreet houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt betuigd met het Samenwerkingsakkoord van 24 juli 2003 betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie.

Die Samenwerkingsovereenkomst is als bijlage bij dit decreet opgenomen.

Art. 2. Dit decreet treedt in werking op 1 november 2003.

Namen, 13 november 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*

Stukken van de Raad 563 (2003-2004), nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 5 november 2003.

Bespreking - Stemming.

Samenwerkingsakkoord betreffende de bekrachtiging van de bevoegdheden op het gebied van de voortgezette beroepsopleiding, gesloten tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet III van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 24 juli 2003;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 2003;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 2003;

Overwegende dat de overheden een globale strategie voor de levenslange vorming dienen uit te stippelen die stoelt op uitgebalanceerde burgeremancipatie- en inzetbaarheidsbeginselen;

Overwegende dat het de ultieme doelstelling van die strategie is om de insluiting van allen in de kennismaatschappij, de toegang tot of het behoud in een betrekking en zodoende het economisch en maatschappelijk welzijn van de persoon te garanderen;

Overwegende dat de deelname aan de kennismaatschappij inhoudt dat de vaardigheden die de persoon verworven heeft, in de maatschappij in haar geheel te gelde dienen te kunnen worden gemaakt;

Overwegende dat de huidige systemen voor de certificering van de verworven kennis die tot rechtsgevolgen leidt, onder de opdrachten van het Onderwijs vallen en dat de certificeringsbevoegdheid uitsluitend en onomstotelijk aan de Franse Gemeenschap toebehoort;

Overwegende dat sommige personen evenwel geen schoolgetuigschriften bezitten, en dat dat een factor van uitsluiting van de arbeidsmarkt en zelfs van maatschappelijke uitsluiting vormt terwijl zij juist kunnen bogen op vaardigheden die zij dankzij werkervaring, beroepsopleiding of levenservaring verworven hebben;

Overwegende dat het om die reden de overheden, die een verantwoordelijkheid hebben inzake de bijdrage tot de verwezenlijking van een rechtvaardige en billijke maatschappij, toebehoort, erover te waken dat hen de mogelijkheid tot validering ervan gegeven wordt;

Overwegende dat de werknemers loopbaanperspectieven aangeboden moeten worden of dat ze in de werksfeer moeten kunnen evolueren op grond van een door allen gedeelde erkenning van de waarde die zij in de loop van hun beroepstraject gekregen hebben;

Overwegende dat de federale overheid overeenkomstig de programmawet van 30 december 2001 (*Belgisch Staatsblad* - 5 januari 2002) een recht van de werknemer op de competentiebalans heeft ingesteld en dat de instrumenten voor de uitoefening van dat recht bijgevolg in de Gewesten en de Gemeenschappen opgericht dienen te worden;

Overwegende dat de instelling van een valideringsproces in het perspectief van dat nieuwe recht van de werknemer op de competentiebalans de dienstverlening aanvult vanwege de overheidsdiensten voor werkgelegenheid inzake die competentiebalans en erin bestaat om, met het oog op het beheer van de vaardigheden op de arbeidsmarkt, de vaardigheden van de werknemer door te lichten, om ze met diens professionele project, met diens zoektocht naar werk of diens opleidingsproject te confronteren;

Overwegende dat het noodzakelijk is om samen met de overheidsdiensten voor werkgelegenheid en de sociale partners in de coördinatie van de referentiemodellen voor de validering van de vaardigheden te organiseren met de referentiemodellen inzake beroepen en kwalificaties in een Europese, federale, Gemeenschaps- en gewestelijke optiek waarbij meer bepaald rekening gehouden wordt met de werkzaamheden van de Gemeenschapscommissie van de beroepen en de kwalificaties, evenals met het operationele repertorium van de beroepen en de betrekkingen dat opgericht is door de Franse overheidsdienst voor werkgelegenheid;

Overwegende dat het bijgevolg fundamenteel geworden is dat een samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie gesloten wordt om in een wettelijk kader te voorzien voor de instelling van een valideringsproces van de vaardigheden die verworven zijn buiten de schoolsystemen om, wat een transparant, streng en kwaliteitsvol proces veronderstelt dat stoelt op een gemeenschappelijke methode die, enerzijds, kan leiden tot onderwijscertificering en, anderzijds, op zich notoriëteitseffecten en effecten bij onderhandeling tot stand kan brengen;

Overwegende, tenslotte, dat de totstandkoming van notoriëteitseffecten en van effecten bij onderhandeling veronderstelt dat een dergelijke proces de goedkeuring wegdraagt van de sociale gesprekspartners;

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering in de persoon van diens Minister-President, de heer Hervé Hasquin, en in de persoon van de Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek, Mevr. Françoise Dupuis;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van de Minister-President, de heer Jean-Claude Van Cauwenberghe en in de persoon van de Minister van Tewerkstelling en Vorming, de heer Philippe Courard;

De Franse Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door haar College in de persoon van diens Voorzitter, belast met Onderwijs, Beroepsopleiding, Schoolvervoer, Samenleving met de plaatselijke gemeenschappen, Betrekkingen met de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest en Internationale Betrekkingen, de heer Eric Tomas, en in de persoon van diens Minister van belast met Beroeps- en Permanente Opleiding voor de Middenstand en Beleid inzake de Gehandicapten, de heer Willem Draps;

Hierna de "ondertekenende partijen" genoemd :

Zijn overeengekomen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Voorwerp, toepassingsgebied en begunstigen

Artikel 1. In de zin van dit samenwerkingsakkoord wordt verstaan onder :

1° Beroepsvaardigheid : de meetbare bekwaamheid om de kennis die nodig is voor het voltooien van een taak in een arbeidssituatie in te schakelen : kennis, know-how en gedragingen die strikt noodzakelijk zijn voor het voltooien van de taak.

2° Validering van de beroepsvaardigheden : het proces dat door de ondertekenaars van het akkoord ingesteld wordt om te beoordelen of een individu vaardigheden zoals omschreven in een referentiemodel dat de evaluatiewijze eveneens omschrijft, daadwerkelijk beheerst. Dat proces resulteert in het uitreiken van een wettelijke titel die de rechtsgevolgen verbonden aan de certificering van de Franse Gemeenschap niet teweegbrengt.

3° Certificering : het proces waarin de Franse Gemeenschap voorziet en dat in het uitreiken van het certificaat zijn eindpunt heeft. Die uitreiking beantwoordt aan de erkenning door het Ministerie van Onderwijs van de beheersing door een individu van vaardigheden zoals omschreven in een onderwijsprogramma. Die aan het onderwijs voorbehouden erkenning heeft de rechtsgevolgen van de Franse Gemeenschap : een toegang openen tot een gereguleerd beroep of een gesubsidieerde betrekking, een gelijkwaardigheid met andere diploma's mogelijk maken of van invloed zijn op de vaststelling van een weddeschaal bij een overheidsbetrekking.

4° Referentiemodel : de omschrijving aan de hand waarvan men zich een duidelijk beeld kan vormen van de activiteiten verbonden aan een betrekking, van de vaardigheden die vereist zijn om die activiteiten uit te oefenen, van de doelstellingen en de opbouw van een vormingsgeheel. Het vormt zowel een methodologisch naslagwerk als een instrument voor dialoog en overleg.

5° Controle-instelling geaccrediteerd inzake de certificering van de kwaliteitsbewaking : instelling die geaccrediteerd is door het BELCERT-systeem om de controle en de certificering te verrichten van de producten, de kwaliteitssystemen of van de personen krachtens het koninklijk besluit van 6 september 1993 tot oprichting van een accreditatiesysteem van certificatie-instellingen en tot vaststelling van de accreditatieprocedures overeenkomstig de criteria van de normen van de reeks NBN-EN 45000 en genomen overeenkomstig de kaderwet van 20 juli 1997.

6° Instantie : elke instantie bedoeld bij artikel 15bis van het Samenwerkingsakkoord van 20 februari 1995 betreffende de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het Instituut voor de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, zoals gewijzigd bij aanhangsel van 4 juni 2003, gesloten bij de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

7° Instituut : Instituut voor de Permanente Vorming van de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 2. Het proces van validering van de vaardigheden geldt voor de volgende categorieën van personen voorzover zij niet meer aan de schoolplicht hoeven te voldoen :

1° de werkzoekenden;

2° de personen gebonden door een arbeidsovereenkomst in de zin van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

3° de personeelsleden van de overheidsdiensten;

4° de werknemers die vallen onder de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers;

5° de personen die als zelfstandige in hoofd- of nevenactiviteit ingeschreven zijn;

6° de meewerkende echtgenoot.

Art. 3. Doel van het proces van validering van de vaardigheden bestaat erin, na te kijken of de aanvrager zoals beantwoordend aan de categorieën bedoeld in artikel 2, de vereiste vaardigheid beheerst om een desbetreffend bewijs te krijgen.

Dat vaardigheidsbewijs wordt erkend door de ondertekenende partijen in het kader van een genormaliseerd proces voor de verificatie van de vaardigheden verworven door het formele, informele of niet-formele leren.

Er wordt verstaan onder :

1° formeel leren : het leerproces met het oog op het krijgen van een onderwijscertificering die onder de bevoegdheid valt van het Onderwijs van de Franse Gemeenschap, enig proces dat toegang verleent tot de onderwijstitels en dat voor de houder ervan rechtsgevolgen in zich draagt die inherent zijn aan die titels;

2° niet-formeel leren : het leerproces dat verbonden is aan een beroepservaring of dat gevolgd wordt in opleidingscentra en niet aanleiding geeft tot een onderwijscertificering;

3° informeel leren : het leerproces voortvloeiende uit elke levenservaring.

HOOFDSTUK II. — *Consortium voor de validering van de vaardigheden*

Art. 4. § 1. Er wordt door de ondertekenende partijen een Consortium ingesteld dat belast wordt met de organisatie van het proces van validering van de vaardigheden, hierna het "Consortium" genoemd.

Het bestaat uit volgende openbare instellingen :

1° het onderwijs voor sociale promotie, in de persoon van de Minister bevoegd voor het Onderwijs van Sociale Promotie;

2° het "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), hierna "FOREm" genoemd voor het deel "openbare opleidingsverstrekker";

3° het Franstalige Brusselse Instituut voor de Beroepsopleiding, hierna "Bruxelles-Formation" genoemd;

4° de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, vertegenwoordigd door de Instanties en het Instituut.

§ 2. Het Consortium heeft rechtspersoonlijkheid. Zijn maatschappelijke zetel is gevestigd te Brussel.

Het Consortium beschikt, om zijn goede werking te waarborgen, over het noodzakelijke personeel dat voor elke openbare instelling waaronder het ressorteert aangewezen wordt overeenkomstig de bepalingen die hun statuten regelen.

Art. 5. De opdrachten van het Consortium zijn :

1° de erkenning van de valideringscentra organiseren, meer bepaald de behandeling van de erkenningsaanvragen en de planning van de erkenningsaudits;

2° het aanbod inzake de validering van de vaardigheden coördineren en zijn ontwikkeling begunstigen, meer bepaald op grond van de beleidsnota valideringsprocessen bedoeld in artikel 11, tweede lid, 2°;

3° voor de opvolging van de valideringsaanvragen zorgen;

4° de methodologie voor de evaluatie van de vaardigheden die gemeen is aan de valideringscentra vaststellen;

5° de valideringsreferentiemodellen bedoeld in artikel 19 uitwerken;

6° de coördinatie van de valideringsreferentiemodellen met de referentiemodellen inzake beroepen en kwalificaties samen met "FOREm" verzorgen in zijn hoedanigheid van coördinerende instantie, de Brusselse in zijn hoedanigheid van coördinerende instantie, de Brusselse tewerkstellingsdienst, hierna "ORBEm" genaamd, de representatieve werknemersorganisaties en de representatieve werkgeversorganisaties in een Europese, federale, Gemeenschaps- en gewestelijke optiek;

7° de schikkingen treffen die noodzakelijk zijn om het vertrouwelijk karakter van de inlichtingen die ingezameld zijn tijdens de valideringsactiviteiten in alle stappen van de organisatie van het proces te waarborgen;

8° de erkenning vanuit wettelijk, regelgevend of normatief standpunt van de vaardigheidsbewijzen binnen de andere Belgische en Europese valideringssystemen begunstigen;

9° de algemene organisatie- en beheersopdracht van het valideringsproces in zijn geheel waarnemen;

10° een jaarlijks activiteitenverslag opstellen en het ter evaluatie voorleggen aan de adviserende commissie bedoeld in artikel 11.

Elke ondertekenende partij kan na advies van de andere partijen aangeven volgens welke modaliteiten de opdrachten bedoeld in vorig lid uitgevoerd worden.

Art. 6. Het Consortium bestaat uit twee permanente organen, een stuurgroep en een uitvoerende cel, alsook uit ad hoc-organen namelijk de commissie inzake referentiemodellen.

Art. 7. § 1. De stuurgroep bestaat uit :

1° twee vertegenwoordigers van het onderwijs voor sociale promotie;

2° twee vertegenwoordigers van "FOREm", in zijn hoedanigheid van "openbare opleidingsverstrekker";

3° twee vertegenwoordigers van "Bruxelles-Formation";

4° één vertegenwoordiger van elke instantie.

De leden bedoeld in vorig lid hebben raadgevende stem. Die leden, evenals hun plaatsvervanger, worden gezamenlijk benoemd door de ondertekenende partijen op voordracht van betrokken openbare instellingen. Elke openbare instelling kan op eigen initiatief de vervanging voorstellen van een lid dat ze aanvankelijk voorgedragen had. Dat lid wordt daar behoorlijk over ingelicht. In afwachting van de beslissing van de ondertekenende partijen zetelt de plaatsvervanger van dat lid van rechtswege in de stuurgroep.

Daarnaast nemen een vertegenwoordiger van het Instituut, een vertegenwoordiger van "ORBEm" en een vertegenwoordiger van "FOREm" in zijn hoedanigheid van coördinerende instantie als raadgever aan de stuurgroep deel. Het uitblijven van aanweziging van laatstgenoemde of de afwezigheid van de vergaderingen van de stuurgroep zijn van generlei invloed op de regelmatige werking ervan noch op de door hem getroffen beslissingen.

§ 2. Binnen de maand van zijn installatie wijst de stuurgroep een voorzitter en twee ondervoorzitters uit eigen kring aan en legt die aanwijzing aan de gezamenlijke goedkeuring van de ondertekenende partijen voor. Bij ontstentenis worden de voorzitter en de ondervoorzitters door de ondertekenende partijen aangewezen.

§ 3. De stuurgroep is verantwoordelijk voor de organisatie en het beheer van het valideringsproces zoals bij dit akkoord ingesteld. Onder zijn functies vallen onder meer :

1° de opvolging van de opdrachten bepaald in artikel 5 en de operationele beslissingen die daaruit voortvloeien;

2° het waken over de uitvoering van het valideringsproces;

3° het uitwerken van jaarlijkse actieplannen, met inbegrip van de budgettaire en financiële aspecten ervan;

4° de uitvoering van de beslissingen getroffen door de ondertekenende partijen;

5° de samenstelling na advies van de adviserende commissie bedoeld in artikel 11 van commissies inzake referentiemodellen bedoeld in artikel 9.

De stuurgroep stelt zijn reglement van orde op en legt het aan de gezamenlijke goedkeuring voor van de ondertekenende partijen, uiterlijk drie maanden na inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord. Dat moet onder meer het volgende bepalen :

1° de regels betreffende de bijeenroeping van de stuurgroep;

2° de regels voor de agendering van de items;

3° de regels voor de prerogatieven van voorzitter en ondervoorzitters;

4° de regels voor het voorzitterschap van de stuurgroep in geval van afwezigheid of verhindering van de voorzitter of de ondervoorzitters;

5° de quorumregels om de stuurgroep geldig te laten beraadslagen, en de wijze van stemming;

6° de periodiciteit van de vergaderingen van de stuurgroep;

7° de vorm van de jaarlijkse actieplannen;

8° de regels volgens welke de stuurgroep bepaalde specifieke taken aan de uitvoerende cel kan overdragen;

9° de werkwijze van de commissies inzake referentiemodellen, meer bepaald de vorm en de termijn waarin de valideringsreferentiemodellen door hen aan de stuurgroep overgemaakt dienen te worden.

Art. 8. De uitvoerende cel bestaat uit het personeel bedoeld in artikel 4, § 2, tweede lid, dat staat onder het functionele gezag van een leider met universitaire opleiding, aangewezen door de stuurgroep. Naast de leider bestaat de uitvoerende cel uit minstens acht personen, waaronder minstens vier met een universitaire opleiding.

De uitvoerende cel is verantwoordelijk ten opzichte van de stuurgroep voor de handelingen van dagelijks bestuur van het Consortium. Hij neemt het secretariaat van de stuurgroep, van de commissies inzake referentiemodellen en de adviserende commissie waar.

Art. 9. De door de stuurgroep overeenkomstig artikel 7, § 3, eerste lid, 5°, samengestelde commissies inzake referentiemodellen werken de referentiemodellen voor de validering van de vaardigheden uit.

De commissies inzake referentiemodellen bestaan uit vertegenwoordigers van de openbare instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, uit vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties, uit vertegenwoordigers van representatieve werkgeversorganisaties en, in voorkomend geval, uit deskundigen.

Over de valideringsreferentiemodellen wordt eenstemmig overeengekomen door de leden van de betreffende commissie inzake de referentiemodellen voor zij door de stuurgroep worden overgemaakt aan de ondertekenende partijen, die gezamenlijk hun goedkeuring eraan verlenen.

Art. 10. Elke ondertekenende partij wijst een commissaris aan om de opdrachten inzake informatieverlening en controle over het wettelijk karakter en het openbaar nut binnen het Consortium uit te oefenen.

HOOFDSTUK III. — *Commissie voor adviesverlening en erkenning van de valideringscentra*

Art. 11. Er wordt een commissie voor adviesverlening en erkenning van de valideringscentra opgericht, hierna "adviserende commissie" genoemd.

De adviserende commissie is belast met :

1° het uitbrengen, op eigen initiatief of op verzoek van één van de ondertekenende partijen, van adviezen of aanbevelingen betreffende het proces van validering van de vaardigheden;

2° het jaarlijks overmaken tegen uiterlijk vijftien oktober aan de ondertekenende partijen, die goedkeuren, van een strategische beleidsnota over het valideringsproces, meer bepaald in termen van algemene en operationele doelstellingen, uit te werken valideringsreferentiemodellen, planning en harmonisering van het valideringsaanbod, resultaat- en impactindicatoren, begunstigde doelgroepen, financiering en bevordering bij de begunstigten bedoeld in artikel 2 en de werknemers;

3° het overmaken aan de ondertekenende partijen tegen uiterlijk dertig april van een jaarlijkse evaluatie op grond van het activiteitenverslag en andere gegevens die door het Consortium verstrekt worden;

4° het uitbrengen op eigen initiatief of op verzoek van één van de ondertekenende partijen, van adviezen of aanbevelingen betreffende de criteria om in aanmerking te komen en de voorwaarden voor de erkenning van de valideringscentra, zoals bedoeld in de artikelen 13 en 14;

5° het uitbrengen van een advies aan de ondertekenende partijen zowel over de ontvankelijkheid als over de grond, betreffende de aanvragen tot erkenning, hernieuwing, opschorting of intrekking van de erkenning van de valideringscentra overgemaakt door de stuurgroep.

Art. 12. § 1. De adviserende commissie bestaat uit :

1° zeven vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

2° zeven vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

3° één vertegenwoordiger van "FOREm", in zijn hoedanigheid van coördinerende instantie;

4° één vertegenwoordiger van "ORBEm";

5° vijf vertegenwoordigers van de leden van de stuurgroep van het Consortium;

6° één vertegenwoordiger van elke minister die het toezicht uitoefent op de instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid;

7° één vertegenwoordiger van de beroepscommissie bedoeld in artikel 23;

8° één vertegenwoordiger van het "Observatoire wallon de l'Emploi" (Waarnemingscentrum voor de Werkgelegenheid);

9° één vertegenwoordiger van het Brussels waarnemingscentrum van de beroepen en de kwalificaties;

10° één vertegenwoordiger van de uitvoerende cel van het Consortium, die het secretariaat waarneemt.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 3°, hebben raadgevende stem. Het lid bedoeld in het eerste lid, 4°, heeft eveneens raadgevende stem, mits de goedkeuring door de ondertekenende partijen van een protocol-akkoord met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Twee derde maximum van de leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, zijn van hetzelfde geslacht.

De leden bedoeld in het eerste lid, 5° tot en met 10°, hebben raadgevende stem.

Onder de leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, zijn minstens twee vertegenwoordigers afkomstig van de Brussels representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties.

§ 2. De ondertekenende partijen benoemen gezamenlijk de gewone leden en hun plaatsvervanger, de leden bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 4° tot en met 9° uitgezonderd.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°, worden uit door hun organisaties voorgedragen dubbele kandidatenlijsten benoemd.

De adviserende commissie wijs uit eigen kring een voorzitter en een ondervoorzitter aan onder de leden bedoeld in het eerste lid, 1° en 2°.

§ 3. De adviserende commissie stelt zijn reglement van orde op en legt het voor gezamenlijke goedkeuring voor, uiterlijk binnen de drie maanden na inwerkingtreding van deze samenwerkingsovereenkomst, aan de ondertekenende partijen. In dat reglement worden inzonderheid bepaald :

1° de regels betreffende de bijeenroeping van de raadgevende commissie;

2° de regels voor de agendering van de items;

3° de regels voor het noodzakelijk roteren van de functies van voorzitter en ondervoorzitter van de adviserende commissie alsook de regels geldend in geval van afwezigheid of verhindering van voorzitter of ondervoorzitter;

4° de quorumregels om de adviserende commissie geldig te laten beraadslagen, evenals de wijze van stemming;

5° de periodiciteit van de vergaderingen van de adviserende commissie;

6° de wijze waarop de adviezen of aanbevelingen bedoeld in artikel 11, tweede lid, 1° tot en met 4°, worden uitgebracht;

7° de vorm van de jaarlijkse beleidsnota en evaluatie bedoeld in artikel 11, tweede lid, 2° en 3°.

HOOFDSTUK IV. — *De centra voor de validering van de vaardigheden*

Art. 13. Ambtshalve komen in aanmerking als centra voor de validering van de vaardigheden, "FOREm" en "Bruxelles-Formation".

In aanmerking komen de instellingen van het onderwijs voor sociale promotie mits voorafgaandelijke goedkeuring van de Minister bevoegd voor het Onderwijs voor Sociale Promotie, evenals de vormingscentra van de instanties, mits voorafgaandelijke goedkeuring van bedoelde entiteiten elk voor wat hem betreft.

In aanmerking als centrum voor de validering van de vaardigheden komt eveneens de instelling die aan volgende criteria beantwoordt :

1° via samenwerkingsverband verbonden zijn met één of verschillende instellingen bedoeld in artikel 4, § 1, tweede lid, overeenkomstig de wets- of regelgevende bepalingen die in die aangelegenheid voor hen gelden;

2° over een sociale doelstelling beschikken die hoofdzakelijk betrekking heeft op de beroepsopleiding voor volwassenen;

3° functioneren onder de controle van één of verschillende overheden, ofwel doordat die controle de vorm aanneemt van een financiering ter hoogte van minstens vijftig percent, ofwel doordat die controle uitgeoefend wordt op het beheer of via de aanwijzing van minstens de helft van de leden van de leidende of bewakingsorganen;

4° via elk middel bewijzen dat de wets- en regelgevende bepalingen in boekhoudkundige, fiscale en sociale aangelegenheden nageleefd worden.

De ondertekenende partijen kunnen gezamenlijk afwijken van bovenbedoelde criteria na gemotiveerd advies van de raadgevende commissie.

Art. 14. De voorwaarden voor verlening van de erkenning als centrum voor de validering van de vaardigheden zijn meer bepaald volgende :

1° de strategische keuzes van het valideringsproces in de nota bedoeld in artikel 11, tweede lid, 2° naleven;

2° over voldoende en gekwalificeerd personeel beschikken, inzonderheid wat de pedagogische begeleiding betreft;

3° over voldoende materiële bestaansmiddelen en een voldoende organisatiecapaciteit beschikken;

4° voor de erkenning het voorwerp uitmaken van een gunstig auditverslag en zich ertoe verbinden een navolgend jaarlijks auditverslag te laten doorvoeren.

Elke ondertekenende partij kan na eensluitend advies van de andere partijen na advies van de raadgevende commissie de bovenvermelde voorwaarden duidelijker omschrijven.

Art. 15. § 1. De erkenningsaanvraag dient te worden ingediend bij de stuurgroep van het Consortium, die er ontvangst van bericht binnen de tien kalenderdagen.

Na nagekeken te hebben of alle criteria voor het in aanmerking komen vervuld zijn, nodigt de stuurgroep de aanvrager uit om een audit te laten doorvoeren binnen de drie maanden te rekenen van het bericht van ontvangst bij één van de controleorganismen waarover hij hem inlicht.

De controle-instelling die door de aanvrager gekozen wordt maakt na laatstgenoemde er behoorlijk over ingelicht te hebben, het auditverslag over aan de stuurgroep die het dossier behandelt en het meedeelt aan de raadgevende commissie. Laatstgenoemde maakt vervolgens een advies over aan de ondertekenende partijen die gezamenlijk een beslissing treffen betreffende de erkenning van de aanvrager. Die beslissing wordt aan de aanvrager bekendgemaakt door de stuurgroep binnen de tien kalenderdagen.

Indien aan één van de criteria voor het in aanmerking komen niet voldaan wordt, licht de stuurgroep de aanvrager daarover in en deelt het dossier mee aan de adviserende commissie. Die maakt vervolgens een advies over aan de ondertekenende partijen die zich gezamenlijk uitspreken over de toepassing van de afwijking bepaald bij artikel 13, vierde lid. Van die beslissing wordt door de stuurgroep kennis gegeven aan de aanvrager, binnen de tien kalenderdagen.

Bij gunstige beslissing nodigt de stuurgroep de aanvrager uit om een audit te laten doorvoeren bij één van de controle-instellingen waarover hij ingelicht wordt. De procedure van het derde lid wordt vervolgens toegepast.

§ 2. Het jaarlijks auditverslag wordt door het controleorganisme, nadat het het betrokken centrum voor de validering van de vaardigheden behoorlijk heeft ingelicht, overgemaakt aan de stuurgroep, die het dossier behandelt en het aan de raadgevende commissie overmaakt.

§ 3. De aanvraag tot hernieuwing van de erkenning moet worden ingediend bij de stuurgroep, die er ontvangst van bericht binnen de tien kalenderdagen, behandelt het dossier en deelt het mee aan de adviserende commissie. Laatstgenoemde maakt vervolgens een advies aan de ondertekenende partijen over, die gezamenlijk een beslissing treffen betreffende de hernieuwing van de erkenning. Van die beslissing wordt door de stuurgroep kennis gegeven aan de aanvrager binnen de tien kalenderdagen.

Art. 16. De erkenning wordt gezamenlijk door de ondertekenende partijen verleend voor een maximumduur van twee jaar die hernieuwbaar is.

De erkenning betreft uitsluitend een reeks vaardigheden waarvoor het centrum een gunstige audit ondergaan heeft. Die erkenning kan worden uitgebreid tot andere reeksen vaardigheden, op voorwaarde dat aan de erkenningsvoorwaarden die voor die vaardigheden zijn bepaald, voldaan wordt.

Art. 17. De audit die aan de erkenning voorafgaat wordt door een controle-instelling verricht dat geaccrediteerd is inzake de certificering van de kwaliteitsbewaking.

De controle-instelling die door de aanvrager gekozen wordt, verricht na door laatstgenoemde daarmee belast te zijn, de voorafgaandelijke audit, alsook de navolgende jaarlijkse audits op grond van de voorwaarden voor de toekenning van de erkenning bepaald bij artikel 14.

De controle-instelling verricht de audits met inachtneming van zijn regels inzake beroepsdeontologie en de bepalingen van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

De aanvrager verstrekt de controle-instelling alle documenten, stukken en inlichtingen die door laatstgenoemde nuttig worden geacht in het kader van de doorgevoerde audit.

De stuurgroep stelt de ondertekenende partijen die goedkeuren, de voorwaarden voor de selectie van de controle-instellingen voor, alsook de auditprocedures die gelden voor de centra voor de validering van de vaardigheden.

Art. 18. De erkenning kan door de ondertekenende partijen worden opgeschorst of ingetrokken vóór verstrijken van de termijn ten gevolge van een ongunstig advies vanwege de adviserende commissie in het kader van de procedure bedoeld bij artikel 15, § 2.

De ondertekenende partijen treffen gezamenlijk een beslissing betreffende opschorting of de intrekking van de erkenning. Van die beslissing wordt aan het centrum voor de validering van de vaardigheden kennis gegeven door de stuurgroep binnen de tien kalenderdagen.

HOOFDSTUK V. — *Valideringsreferentiemodellen*

Art. 19. In de valideringsreferentiemodellen worden de verschillende wijzen van controle aangegeven die geheel of gedeeltelijk gebruikt kunnen worden, namelijk meer bepaald proeven of een dossier waarmee aangetoond wordt dat de vaardigheid of de vaardigheden beheerst wordt of worden. Dat dossier kan de onderwijscertificering en de voortgezette evaluatie in rekening brengen in het kader van een opleidingsproces.

De valideringsreferentiemodellen bevatten enerzijds de algemene voorwaarden die vereist zijn voor de wijzen van controle bedoeld in het eerste lid en anderzijds het referentiemodel dat eigen is aan een bepaalde reeks vaardigheden.

Bedoeld worden enkel de objectiveerbare en waarneembare vaardigheden die onder de vaardigheden als omschreven in artikel 1 vallen.

Enkel de vaardigheden waarvoor valideringsreferentiemodellen bestaan, kunnen aanleiding geven tot de toekenning van vaardigheidsbewijzen.

De methodologie waarmee het al dan niet beheersen van de vaardigheden gemeten kan worden, wordt door de stuurgroep uitgewerkt, die ze voor gezamenlijke goedkeuring voorlegt aan de ondertekenende partijen.

HOOFDSTUK VI. — *Vaardigheidsbewijs*

Art. 20. § 1. De aanvrager, die een aanvraag tot validering van zijn vaardigheden indient met het oog op het verkrijgen van een vaardigheidsbewijs, onderwerpt zich aan een valideringsproces in een erkend centrum voor de validering van de vaardigheden.

De valideringsaanvraag wordt gericht aan een centrum voor de validering van de vaardigheden die de aanvrager uitkiest of aan de stuurgroep.

§ 2. Na afloop van de valideringsproeven wordt er door het centrum voor de validering van de vaardigheden binnen de dertig kalenderdagen een verslag overgemaakt aan de stuurgroep.

Indien uit het verslag blijkt dat de kandidaat de vaardigheden die aan het valideringsproces zijn onderworpen, beheerst, wordt het vaardigheidsbewijs hem binnen de dertig kalenderdagen te rekenen van de overmaking van het verslag door de stuurgroep overgemaakt in naam van de Franse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en het Waalse Gewest.

Indien uit het verslag blijkt dat de kandidaat de vaardigheden die aan het valideringsproces zijn onderworpen, niet beheerst, licht de stuurgroep betrokkene daarover behoorlijk in binnen de dertig kalenderdagen te rekenen van de overmaking van het verslag door het centrum voor de validering van de vaardigheden.

§ 3. De ondertekenende partijen stellen de vermeldingen en de wijze van voorstelling van het vaardigheidsbewijs vast.

§ 4. Het vaardigheidsbewijs geeft recht op toegang tot de opleidingen waarin de instellingen voor onderwijs voor sociale promotie en de opleidingscentra van de instanties, "FOREm" en "Bruxelles-Formation" voorzien, indien de in de titel vastgestelde vaardigheden een voorwaarde vormen voor de toegang tot die opleidingen overeenkomstig de bij die instellingen geldende regels.

Het vaardigheidsbewijs geeft aanleiding tot het automatisch in rekening nemen van de vaardigheden die gevalideerd zijn voor de toegang tot de proeven die bekroond worden met schoolgetuigschriften die uitgereikt worden door de Franse Gemeenschap overeenkomstig de bepalingen van het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie en, onder voorbehoud van de bepaalde voorwaarden betreffende de geldigheidsduur, in het kader van de schoolgang voor bepaalde vaardigheden.

Art. 21. Het vaardigheidsbewijs is de uitsluitende eigendom van de houder ervan.

De centra voor de validering van de vaardigheden noch het personeel van het Consortium of één van diens organen, noch de beroepscommissie noch de adviserende commissie mogen derden inlichtingen met een persoonlijk karakter met betrekking tot de kandidaat tot of de houder van het vaardigheidsbewijs of de omstandigheden waarin die titel al dan niet uitgereikt is, verstrekken.

Op straffe van intrekking of opschorting van hun erkenning zijn de centra voor de validering van de vaardigheden er ten overstaan van elke kandidaat tot of houder van de competentietitel toe verplicht, de bepalingen van de wet van 8 december 1992 betreffende de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en, in voorkomend geval, de regels inzake beroepsdeontologie die voor hen gelden wat betreft de vertrouwelijke behandeling van persoonsgegevens na te leven.

Art. 22. Het Consortium is onderworpen aan de wetten inzake de overheidsdienstverlening voor al zijn activiteiten.

Het Consortium en de centra voor het vaardigheidsbewijs een universele en kosteloze dienstverlening.

HOOFDSTUK VII. — *Beroepscommissie*

Art. 23. Elkeen die een vaardigheidsbewijs aanvraagt of elke aanvrager die een weigering, een opschorting of een intrekking van de erkenning aanvecht, kan een met redenen omkleed beroep indienen bij de beroepscommissie, die er binnen de tien kalenderdagen ontvangst van bericht, er de ondertekenende partijen over inlicht en dat beroep onverwijld overmaakt aan de beroepscommissie bedoeld in artikel 24.

Het beroep dient door de eiser te worden ingediend binnen de maand na de kennisgeving van de beslissing waarmee hij het niet eens is, of bij ontstentenis van kennisgeving, binnen de zes maanden vanaf de indiening van de aanvraag bij het consortium of bij een centrum voor de validering van de vaardigheden. Indien er geen beroep is ingediend binnen die termijn, is de beslissing definitief.

De beroepscommissie brengt binnen de drie maanden nadat de zaak bij hem aanhangig is gemaakt, advies uit. Bij met redenen omklede beslissing kan de voorzitter van de commissie de termijn verlengen voor een periode van één maand, die niet hernieuwbaar is. Van het advies wordt aan de ondertekenende partijen, die zich definitief uitspreken over het beroep, kennis gegeven. Van die beslissing wordt door de stuurgroep binnen de tien kalenderdagen aan de eiser kennis gegeven.

Art. 24. Er wordt een beroepscommissie belast met het uitbrengen van adviezen over de beroepen bedoeld in artikel 23 kennis gegeven. De beroepscommissie bestaat uit :

- 1° één vertegenwoordiger van de Regering van het Waalse Gewest;
- 2° één vertegenwoordiger van de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 3° één vertegenwoordiger van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 4° de voorzitter van de adviserende commissie;
- 5° één vertegenwoordiger van de stuurgroep, die het secretariaat waarneemt.

De leden bedoeld in het eerste lid, 1° tot en met 3°, hebben beslissende stem. De leden bedoeld in het eerste lid, 4° en 5°, hebben raadgevende stem.

De beroepscommissie wijst zijn voorzitter uit eigen kring aan.

De beroepscommissie kan de eiser of diens vertegenwoordiger, in voorkomend geval bijgestaan door diens raadsman, horen. De commissie kan de overmaking van aanvullende stukken, inlichtingen, documenten en gegevens die zij nuttig acht, eisen.

De beroepscommissie werkt zijn reglement van orde uit en legt het voor aan de gezamenlijke goedkeuring van de ondertekenende partijen.

HOOFDSTUK VIII. — *Financiering van het Consortium voor de validering van de vaardigheden*

Art. 25. De werkingskosten van het Consortium worden, de kosten betreffende de detachering van het personeel uitgezonderd, verdeeld ter hoogte van 30 % voor het onderwijs van sociale promotie, 30 % voor "FOREm", 20 % voor "Bruxelles-Formation", 16 % voor de instantie die door het Waalse Gewest op te richten of aan te wijzen is, 4 % voor de instantie die door de Franse Gemeenschapscommissie op te richten of aan te wijzen is.

De instellingen bedoeld in vorig lid kunnen die kosten overnemen door de terbeschikkingstelling van ruimte en materiaal.

Namen, 24 juli 2003.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
H. HASQUIN

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

Voor de Regering van het Waalse Gewest :

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Ph. COURARD

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

De Minister-President,
E. TOMAS

De Minister belast met het Onderwijs en de Beroepsomscholing,
De Minister van Beroeps- en Permanente Opleiding voor de Middenstand en Beleid inzake de Gehandicapten,
W. DRAPS

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 253

[2004/200103]

27 NOVEMBRE 2003. — Décret portant approbation de l'Accord de coopération entre la Région wallonne et la Communauté française en matière de soutien à l'intégration scolaire pour les jeunes handicapés (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'Accord de coopération en matière d'enseignement pour jeunes handicapés, conclu entre la Région wallonne et la Communauté française, est approuvé.

Art. 3. L'Accord de coopération visé à l'article 2 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 27 novembre 2003.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Ph. COURARD

Note

(1) *Session 2003-2004.*

Documents du Conseil 590 (2003-2004), n° 1.

Compte rendu intégral, séance publique du 29 octobre 2003.

Discussion - Vote.